

Perspectives

N°23/069 – 7 mars 2023

NIGERIA – Le nouveau président saura-t-il sortir son pays du tunnel ?

Alors que le Nigeria est habitué à des élections présidentielles opposant les deux principaux partis du pays – le Congrès des progressistes (APC) et le Parti démocratique populaire (PDP) –, la campagne présidentielle de 2023 a vu émerger un nouveau candidat, un « outsider », présenté par le Parti travailliste (LP). **Le 25 février, les Nigériens étaient alors invités aux urnes pour élire leur nouveau dirigeant entre trois principaux candidats : Bola Tinubu (APC), Atiku Abubakar (PDP) et Peter Obi (LP). Bola Tinubu était le candidat favori et a été déclaré vainqueur dès le premier tour avec 35% des voix** (contre 29% et 25% pour ses opposants), succédant ainsi à Muhammadu Buhari du même parti. En plus de la majorité simple au suffrage universel, il devait aussi obtenir 25% des voix dans au moins deux tiers des trente-six États du pays ainsi que dans le territoire de la capitale Abuja, condition qu'il remplit avec succès.

Bola Tinubu est un homme politique âgé de soixante-dix ans qui a gouverné l'État de Lagos, le plus peuplé du Nigeria, entre 1999 et 2007. **Son programme s'articule autour de la diversification de l'économie pour que celle-ci soit moins dépendante de la manne pétrolière, la lutte contre l'insécurité endémique ou encore l'industrialisation et l'innovation technologique.**

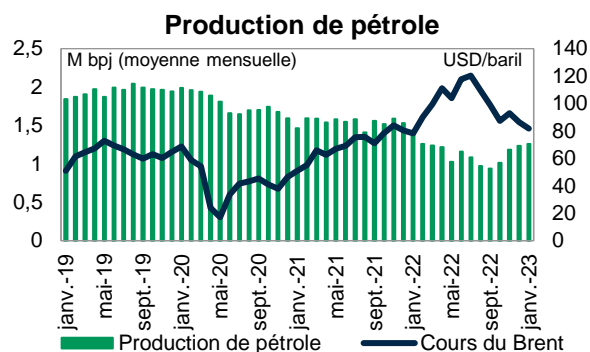
Mais le chantier qui attend Bola Tinubu est immense et bien plus complexe. Il doit faire ses preuves alors que son prédécesseur se retire laissant derrière lui un peuple déçu et avec de grands espoirs de voir leur pays se redresser. **Le Nigeria, première économie africaine et pays le plus peuplé du continent, est en proie à une myriade de défis économiques et sécuritaires.** D'un point de vue sécuritaire, le Nigeria est confronté depuis 2009 à l'insurrection du groupe armé djihadiste Boko Haram, particulièrement présent dans le nord du pays. L'expansion de ce groupe terroriste est fortement soutenue par la montée de la criminalité due à une pauvreté croissante et les conflits locaux que le gouvernement peine à contenir, tels que les affrontements meurtriers entre les agriculteurs et les éleveurs pour les ressources en eau, et en nourriture.

Du point de vue économique, l'économie nigériane est à genoux. Elle a subi le **choc de la crise sanitaire en 2020** et les **retombées de la guerre en Ukraine en 2022**, alors qu'elle était encore marquée par les stigmates du **choc pétrolier de 2014**. **La croissance s'en est trouvée durablement affectée et a fortement ralenti depuis.** Elle est passée de 6,8% en moyenne sur la période 2007-2014 à 1,1% en moyenne sur la période 2015-2021, un niveau bien inférieur à l'accroissement démographique de 2,5% en moyenne par an. Après le rebond modéré de 3,6% en 2021, l'activité ralentit en 2022 à +3,1% à cause d'un environnement extérieur défavorable et surtout du ralentissement de la production de pétrole, qui ne peut être qu'une calamité pour un pays rentier comme le Nigeria. En effet, malgré un contexte favorable de hausse des cours du pétrole, le Nigeria n'a pas su en tirer profit. La baisse importante de la production d'or noir observée en 2022 (-42% par rapport à la production moyenne en 2019) et la multiplication des vols dans la région pétrolière du delta du Niger ont affaibli la position extérieure du pays et ont réduit ses recettes pétrolières. On observe ainsi une **contraction des réserves de change qui enregistrent leur plus bas niveau depuis octobre 2021, à 36,7 Mds USD** (soit environ 8 mois d'importations), ce qui s'expliquerait également par l'intervention de la banque centrale nigériane sur le marché des changes pour stabiliser le naira. Face au dollar, ce dernier s'est déprécié de 8% entre janvier 2023 et décembre 2022.

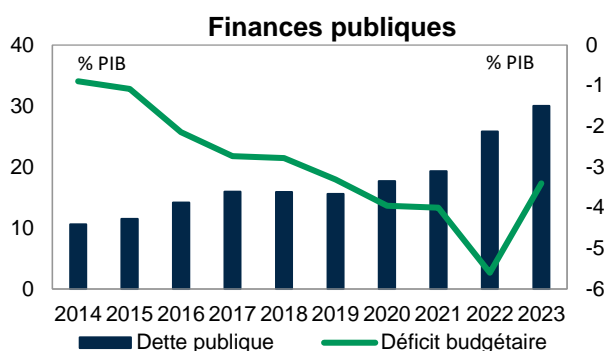
En outre, depuis le choc pétrolier de 2014, le déficit budgétaire du Nigeria n'a fait que se creuser (il est passé de -0,89% du PIB cette année-là à -5,6% du PIB en 2022), ce qui témoigne de la fragilité structurelle des finances publiques, dépendantes des recettes pétrolières, malgré leur baisse à 10% des recettes budgétaires en 2022. Par ailleurs, les revenus fiscaux ne représentent que 7% du PIB, bien inférieurs à la moyenne de 15% en Afrique sub-saharienne. **Les perspectives sont moroses pour la balance budgétaire** (qui devrait se contracter), **dont le déficit devrait s'accroître davantage cette année.** Même si B. Tinubu aspire à consolider le budget de l'État en supprimant les subventions sur le carburant qui absorbent une partie du budget (25%), la mise en œuvre de cette mesure prendra probablement du temps à cause de contraintes sociales et institutionnelles importantes, et notamment d'une inflation à deux chiffres (21,8% en janvier en g.a.). C'est alors sur la base de ces constats que l'agence de notation Moody's a abaissé la note du Nigeria à Caa1.

D'un autre côté, le niveau d'endettement du Nigeria, bien qu'en hausse ces dernières années, reste plutôt modéré. La dette publique s'élevait, en 2022, à 28% du PIB (contre 15,6% en 2019), bien en dessous du seuil d'alerte de 50% du PIB généralement admis pour les pays émergents. Néanmoins, le service de la dette domestique est source d'inquiétudes et représente 90% des recettes budgétaires. Cela s'explique principalement par une hausse des charges d'intérêt et les nouveaux emprunts contractés par l'État pour financer son déficit. La soutenabilité de la dette s'en trouve compromise, surtout dans un contexte de resserrement des conditions de financement internationales.

Enfin, **outre les difficultés mentionnées ci-dessus, une pénurie de liquidités vient s'ajouter à la liste.** En octobre 2022, dans une tentative pour renforcer sa politique monétaire, la banque centrale nigérienne (CBN) a décidé de changer tous les billets de banque. Cette initiative vise à réduire la quantité de monnaie en circulation pour contrer l'inflation et lutter contre le blanchiment d'argent et l'économie informelle. Elle aspire également à favoriser les transactions numériques et à encourager l'inclusion financière. Or, depuis l'introduction des nouveaux billets à la fin de l'année 2022, le Nigeria est gagné par des manifestations de colère. L'objectif de la politique est atteint, il y a désormais moins d'argent liquide qui circule. Seul problème, il n'y a pas assez de nouveaux billets émis, provoquant dès lors la frustration de la population.



Sources : EIA, OPEP, Crédit Agricole S.A/ECO



Source : EIU, Crédit Agricole S.A/ECO

✓ **Notre opinion** – En 2023, l'économie nigérienne pâtira d'un prix du pétrole moins onéreux, des défis sécuritaires et des inondations de 2022 qui affecteront les productions agricoles et exacerberont l'insécurité alimentaire. La croissance sera modeste (2,9%), selon la Banque mondiale.

La communauté internationale sera également attentive à cette première année de présidence de B. Tinubu et à sa gestion des nombreux défis dont il hérite.

Article publié le 3 février 2023 dans notre hebdomadaire [Monde – L'actualité de la semaine](#)

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
06/03/2023	<u>Brésil – Spéculations manifestes et satisfecit discret</u>	Brésil
03/03/2023	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
02/03/2023	<u>La stratégie industrielle de l'Europe face à l'Inflation Reduction Act</u>	Europe, Industrie
01/03/2023	<u>Amérique latine – Panorama des dettes publiques</u>	Amérique latine
28/02/2023	<u>Royaume-Uni : forte amélioration des indices PMI en février</u>	Royaume-Uni
28/02/2023	<u>Israël – Une économie en bonne santé en dépit du politique</u>	Afrique et Moyen-Orient
27/02/2023	<u>La Corée du Sud rattrapée par le déclin démographique</u>	Asie
24/03/2022	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
23/03/2022	<u>Entre sécurité nationale et réouverture, Hong Kong cherche encore sa nouvelle voie</u>	Asie
22/02/2023	<u>Brésil – Dans l'attente de nouveaux ancrages</u>	Amérique latine
21/02/2023	<u>Arabie saoudite – Après la très bonne année 2022, comment se présente l'année 2023 ?</u>	Afrique et Moyen-Orient
20/02/2023	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
15/02/2023	<u>Afrique du Nord – Libye : très peu d'espoir de réunification, un pays indéfiniment failli ?</u>	Afrique du Nord
13/02/2023	<u>ECO Tour 2023 : état de l'économie française secteur par secteur</u>	France
13/02/2023	<u>Royaume-Uni – La récession évitée de justesse avec une croissance nulle au T4 2022</u>	Royaume-Uni
10/02/2023	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
09/02/2023	<u>L'Afrique sub-saharienne face à l'urgence alimentaire</u>	Afrique et Moyen-Orient
09/02/2023	<u>Parole de banques centrales – BCE : après un guidage de court terme, retour à une action conditionnée par les données</u>	Zone euro
08/02/2023	<u>Asie du Sud – Le grand espoir d'un redémarrage chinois</u>	Asie
07/02/2023	<u>Brésil – La détermination sans faille de la banque centrale</u>	Amérique latine
07/02/2023	<u>Parole de banques centrales – BoE : "il est trop tôt pour crier victoire"</u>	Royaume-Uni
06/02/2023	<u>France – Réforme des retraites (2/2) : gagnants, perdants et alternatives à la réforme</u>	France
06/02/2023	<u>France – Réforme des retraites (1/2) : réformer les retraites, est-ce vraiment une urgence ?</u>	France

Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication : Isabelle Job-Bazille

Rédacteur en chef : Armelle Sarda

Documentation : Dominique Petit – **Statistiques** : Alexis Mayer, Jorge Mariano Mamani Soria

Secrétariat de rédaction : Véronique Champion

Contact: publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>

iPad : application **Études ECO** disponible sur App store

Android : application **Études ECO** disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.